

27 octobre 2016

**Les métallos s'opposent à la restructuration
au service d'intérêts privés étroits**

Un conflit intermonopoliste qui tient le Canada en otage et cause beaucoup de dommages

- K.C. Adams -

PDF



Les métallos s'opposent à la restructuration au service d'intérêts privés étroits

- Un conflit intermonopoliste qui tient le Canada en otage et cause beaucoup de dommages - K.C. Adams
- Les rivalités intermonopolistes se poursuivent dans le secteur de l'acier

Les travailleurs de Fort McMurray exigent leurs droits

- La lutte pour reconstruire après le feu de forêts dévastateur - Marie Thibault

Les travailleurs exigent une vérification des ressources de l'Agence canadienne d'inspection des aliments

- Nécessité de défendre la salubrité des aliments que nous consommons - Pierre Chénier

Enseignants, étudiants, parents et alliés continuent de se battre pour leurs écoles

- Le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique congédie la Commission scolaire de Vancouver - Anne Jamieson

Les métallos s'opposent à la restructuration au service d'intérêts privés étroits

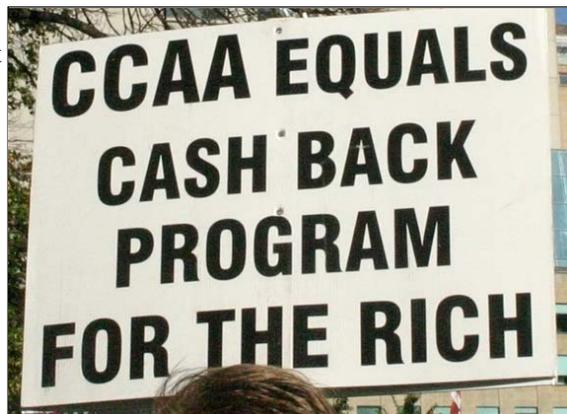
Un conflit intermonopoliste qui tient le Canada en otage et cause beaucoup de dommages

- K.C. Adams -

Les travailleurs canadiens doivent multiplier les efforts dans la bataille organisée pour arracher le contrôle de leur économie de base aux monopoles mondiaux.

Essar Global Fund a placé sa filiale Essar Steel Algoma sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) en novembre 2015. Il disait que sa filiale ne pouvait plus payer ses factures ni assumer ses obligations sociales envers les travailleurs et les retraités, et que de surcroît l'entreprise américaine Cliffs Natural Resources refusait de livrer les approvisionnements en minerai de fer malgré l'existence d'un contrat à cet effet. Essar Global prétend que c'est le conflit qui l'oppose à l'entreprise américaine au Minnesota qui a motivé Cliffs à stopper les approvisionnements.

Avant de placer Essar Steel Algoma sous la protection de faillite, Essar Global a détaché le port d'Algoma et l'usine de cogénération du complexe sidérurgique pour les placer sous son contrôle direct. Certains croient qu'il l'a fait en prévision de la protection de faillite, puisqu' en excluant ces deux entités de la révision de faillite, il serait en meilleure position pour contrôler le processus. L'usine ne peut pas fonctionner normalement sans les installations portuaires.

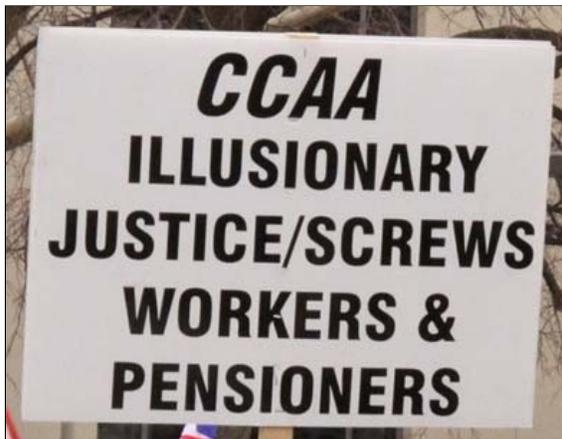


Essar Global Fund a connu une expansion rapide avant la crise économique de 2008, principalement grâce à l'emprunt. La chute des prix de ses marchandises et la baisse de la consommation de l'acier ont accru les pressions des créanciers. Les requins ont repéré l'odeur du sang et foncent sur les avoirs les plus vulnérables d'Essar Global, et cela comprend Essar Steel Algoma. Essar Global semble avoir espéré que le contrôle des installations portuaires lui serve d'atout pour le maintien du contrôle de l'aciérie durant la protection de faillite. Or, le contrôleur nommé par le tribunal, Ernst & Young, et le principal débiteur-exploitant (financement « DIP »), la Deutsche Bank, ont entrepris de s'attaquer directement à ce contrôle des installations portuaires pour affaiblir la position d'Essar Global.

Essar Global prétend que Ernst & Young et la Deutsche Bank, qui détient 200 millions \$ en financement DIP, ont conspiré pour prendre le contrôle du processus et en écarter Essar Global. Anshumali Dwivedi, pdg du Port d'Algoma, une entreprise possédée séparément par Essar Global depuis 2014, affirme qu'il y a conspiration pour saper la crédibilité d'Essar Global et sa stabilité financière.

Dans une entrevue accordée au *Sault Star*, monsieur Dwivedi se dit « très déçu » de la décision rendue plutôt ce mois-ci par le juge du tribunal de faillite à l'effet qu'Essar Steel Algoma n'avait pas à payer de frais de manutention au Port d'Algoma selon l'entente en vigueur. Le juge J. Newbould a également autorisé le contrôleur Ernst & Young à intenter un « recours en oppression » (pour abus de pouvoir) pour déterminer si la séparation du Port d'Algoma du complexe d'Essar Steel

Algoma en 2014 était « juste et équitable ».



M. Dwivedi dit trouver cette décision « alarmante » et non conforme aux faits. Il soutient en entrevue que « le juge s'appuie sur une information sélective fournie par certaines parties qui veulent l'amener dans une certaine direction. Je suis la voix solitaire noyée par les créanciers débiteurs-exploitants et le contrôleur. »

Il affirme que le Port d'Algoma jouit toujours du soutien de son parent Essar Global, qui peut lui fournir les capitaux nécessaires pour élargir les installations portuaires avec l'aide du Nouveau Fonds Chantiers Canada du gouvernement

Trudeau. On a récemment vu M. Dwivedi en compagnie du ministre d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Il aurait ensuite confirmé que tout est prêt et que les travaux peuvent commencer dès que la protection de faillite sera levée. Il veut que le gouvernement fédéral paie 25 % des coûts du projet d'expansion de 147,5 millions \$ et le gouvernement de l'Ontario serait prêt à consentir une somme équivalente.

Les allégations d'abus contre Essar Global Fund sont semblables à celle à l'effet que US Steel aurait détourné des clients de sa filiale canadienne, l'ancienne Stelco, pour l'affaiblir délibérément, qu'il a surchargé sa filiale canadienne pour les matériaux qu'il lui vendait et qu'il a manipulé les livres comptables de manière à faire passer ses investissements pour des prêts. Le juge n'a pas accordé de recours en oppression contre US Steel malgré la preuve incontestable.

Les Canadiens doivent s'inquiéter de voir leur économie être en proie à ces querelles et manoeuvres des monopoles mondiaux. Ces allégations montrent non seulement l'existence de pratiques abusives par lesquelles les monopoles mondiaux exploitent la valeur que produisent les travailleurs canadiens pour servir leurs intérêts privés étroits, mais aussi que la rivalité intermonopoliste pour le contrôle mène à des attaques directes contre les travailleurs et à des demandes de concessions, à la destruction d'usines, à l'affaiblissement de l'économie en général et à une perte insensée de valeur en frais de cours et autres dépenses improductives.

La valeur que les travailleurs produisent doit en priorité servir au bien-être des travailleurs eux-mêmes et de leurs communautés, ainsi qu'à la reproduction élargie des usines pour contribuer à l'économie en général. Les travailleurs canadiens doivent multiplier les efforts dans leur bataille pour contrôler leur économie de base et restreindre le comportement destructeur des monopoles mondiaux. De plus de plus de gens au Canada demandent une économie qui suffit à ses besoins sous le contrôle des producteurs véritables. Cette économie s'appuierait sur la force combinée de la classe ouvrière moderne et des ressources naturelles du Canada pour stabiliser et accroître l'économie nationale, fournir à la population les programmes sociaux et services publics nécessaires, pratiquer le commerce pour l'avantage et le développement mutuels et bâtir la nation en opposition à la destruction nationale des bâtisseurs d'empire.





Les rivalités intermonopolistes se poursuivent dans le secteur de l'acier

Les métallos sont alertés au besoin de défendre leurs droits et l'intérêt des Canadiens et de leur économie.

Essar Global Fund est un fonds de contrôle de la richesse sociale (FCRS) incorporé dans les îles Caïmans et dont le siège social se trouve à Mumbai, en Inde. Il a des opérations partout dans le monde qui emploient 60 000 personnes dans des secteurs comme l'acier, les mines, la marine marchande (avec 26 navires), les ports (plusieurs en Inde), la vente de détail, l'immobilier et les finances. Il contrôle le plus grand réseau de vente au détail du secteur des télécommunications de l'Inde et un des plus grands de l'Afrique. Il emploie également en sous-traitance plus de 55 000 personnes dans le monde. Il est le propriétaire à part entière de Aegis Limited, une entreprise de sous-traitance et de services technologiques employant 40 000 personnes partout dans le monde. Le monopole Essar a emprunté et dépensé des sommes énormes pour acquérir différentes entreprises avant la crise économique de 2008. Depuis, sa richesse sociale est convoitée et prise d'assaut par plusieurs autres FCRS.

Essar a placé l'aciérie Essar Steel Algoma sous la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) en novembre 2015 mais a vite perdu le contrôle du complexe sidérurgique et du processus de faillite aux mains du débiteur-exploitant d'une valeur de 200 millions \$ dominé par la Deutsche Bank et du contrôleur nommé par le tribunal, le FCRS américain Ernst & Young.

Essar Global Fund a fait plusieurs tentatives pour sortir Essar Steel Algoma du processus de faillite mais n'y arrive pas à cause de l'opposition des autres FCRS, notamment Cliffs Natural Resources basé au Minnesota. Il a aussi tenté d'acheter US Steel Canada cet été, qui est lui aussi sous la protection de la loi de faillite, mais en vain.



Essar aurait maintenant fait équipe avec le FCRS américain Cargill pour tenter à nouveau d'acheter US Steel Canada. Cargill a lui aussi son siège social au Minnesota et il est le plus grand FCRS non inscrit à la bourse aux États-Unis. Une filiale d'Essar Global au Minnesota est engagée depuis longtemps dans une rivalité avec Cliffs Natural Resources pour le contrôle des ressources naturelles du Minnesota et du Michigan, notamment les exploitations de minerai de fer d'Essar présentement en phase de construction et qui se sont placées sous la protection de la loi américaine sur les faillites (Chapitre 11) en juillet. Cette rivalité intermonopoliste se poursuit au Canada où Cliffs refuse d'approvisionner Essar Steel Algoma en minerai de fer tant que celui-ci ne se voit pas empêché par la loi de reprendre le contrôle de l'aciérie. US Steel est aussi dans la mêlée puisqu'il possède également des réserves de minerai de fer et des exploitations minières au Minnesota et se trouve en concurrence avec Cliffs pour les marchés et les ressources. Dans le cadre de la protection de faillite de US Steel Canada présentement en cours, le tribunal a déclaré que US Steel

est le principal créancier des avoirs de Stelco qu'il possède (à la fois créancier et propriétaire !)



L'alliance entre Essar Global et Cargill laisse voir que certains des membres les plus influents de l'oligarchie financière se rangent de son côté dans sa rivalité pour le contrôle de la production de l'acier et de l'exploitation du minerai de fer. Notons par ailleurs que Cargill a d'importantes opérations en Inde, où Essar domine le secteur. [1] Les opérations énergétiques et industrielles de Cargill comprennent une importante entreprise mondiale qui contrôle neuf complexes sidérurgiques aux États-Unis et en Chine où l'acier est transformé en produits de consommation.

Cette rivalité destructive se poursuit sans restriction au Canada parce que les Canadiens n'exercent aucun contrôle sur les secteurs de base de leur économie. Aucun des FCRS qui rivalisent pour le contrôle d'Essar Steel Algoma et l'ancienne Stelco n'apporte des solutions aux problèmes du secteur de l'acier. Ils ne

garantissent pas non plus la production, les emplois, les pensions et les avantages postérieurs à l'emploi. Leur intervention est entièrement au service de leurs intérêts privés étroits. Les métallos et leurs alliés sont très conscients du fait que leur bien-être et sécurité d'emploi et leurs pensions ne sont pas des considérations importantes pour ces FCRS et leurs représentants au gouvernement. Les travailleurs mobilisent leurs communautés et leurs alliés et bâtissent leurs propres institutions pour défendre leurs droits et l'intérêt général des Canadiens et de leur économie.

La source du problème est que les Canadiens n'ont aucun contrôle sur leur économie de base, sur les affaires politiques et sur leur vie. C'est ce qu'il faut changer s'ils veulent apporter un degré de stabilité et de sécurité à leur vie. Ils doivent établir un contrôle des secteurs de base de l'économie en opposition directe au front monopoliste de l'oligarchie financière mondiale. Les travailleurs organisent un puissant front populaire capable de mobiliser les Canadiens pour défendre leurs droits face au droit de monopole. Joignons-nous à eux !

Note

1. Concernant Cargill en Inde, le FCRS Cargill Foods India transforme, raffine et met en marché une gamme de produits dérivés de l'huile comestible, indiens et importés, avec une clientèle dans le secteur de la vente au détail, de l'alimentation et du breuvage. Cargill India est un des plus grands producteurs et metteurs en marché de céréales alimentaires de l'Inde. Sa filiale commerciale et financière gère Cargill Capital and Financial Services India. Cargill Energy, Transport and Metals BU a des opérations dans le transport outremer du charbon, du fer et de l'acier. Il a récemment fait l'acquisition de la marque Sunflower Oil de Wipro. Il est le deuxième plus grand acheteur de céréales de l'Inde, devancé uniquement par le gouvernement de l'Inde. Cargill contrôle aussi Mosaic, un des plus grands producteurs au monde d'engrais et possède d'importantes opérations minières et de raffinage dans six pays, dont trois mines de potasse en Saskatchewan.

(Sources : SooToday, Globe and Mail et Wikipedia)



Les travailleurs de Fort McMurray exigent leurs droits

La lutte pour reconstruire après le feu de forêts dévastateur

- Marie Thibault -



Réunion du groupe de soutien aux résidents évacués de Fort McMurray. (S. Legacy)

La ville ouvrière de Fort McMurray se bat pour sa reconstruction après le feu dévastateur du mois de mai dernier. Le feu a forcé l'évacuation de 90 000 habitants qui, pour la plupart, travaillaient directement dans les champs pétrolifères à proximité ou dans l'industrie des services. Au cours des années, leur temps de travail collectif a produit plus d'un million de barils par jour de pétrole brut des puits de la région de surface et ajouté une valeur énorme à l'économie et à la société canadienne. Les travailleurs méritent que leurs résidences et entreprises locales soient reconstruites avec des investissements des assureurs privés, des monopoles pétroliers ou du gouvernement. Les travailleurs disent que c'est loin d'être le cas et que de nombreuses vies sont toujours bouleversées même si la production de pétrole dans la région est redevenue presque normale.

« La bête », comme les habitants ont surnommé l'incendie, a détruit ou endommagé 2 793 maisons ou appartements et 3 200 unités ne peuvent être réoccupées, selon les estimations de juillet de la municipalité régionale de Wood Buffalo. Même si les monopoles pétroliers ont rappelé les travailleurs au travail pour relancer la production et que 80 000 habitants sont rentrés, le 20 octobre seulement 184 permis de construction avaient été délivrés pour de nouvelles structures et seulement 30 maisons avaient été mises en chantier, selon les responsables de la ville.

Les travailleurs accusent les gouvernements et les compagnies d'assurance de bloquer la reconstruction et le rétablissement des conditions de vie sociales, culturelles et matérielles dans la ville. Selon les estimations de la Croix-Rouge la plupart de ceux sont revenus et ont trouvé leurs maisons calcinées, détruites par le feu, n'ont pas encore commencé à reconstruire parce qu'ils sont bloqués par un manque de fonds et l'exigence de permis coûteux.

Kevin Lewis, un propriétaire d'entreprise de démolition locale, a déclaré selon Reuters : « les gens sont furieux et les entreprises sont furieuses ; il y en a qui ont intenté des poursuites. » La lenteur des paiements d'assurance et de la délivrance des permis est la cause de l'échauffement des esprits. Les gens se demandent pourquoi les opérations des monopoles pétroliers sont de retour à la normale et ne semblent pas manquer de fonds pour cela, tandis que pour les travailleurs du pétrole et des services le retour à la vie normale avance très lentement.

Selon le Bureau d'assurance du Canada, en juillet les résidents avaient déposé 45 000 réclamations

d'assurance-incendie pour des dommages estimés à 3,58 milliards \$. Les réclamations résidentielles représentent à elles seules 27 000 de ce nombre. Les plaintes contre les compagnies d'assurances pour des questions comme le refus de payer pour les dégâts dus à l'eau sont déjà légion. CBC rapporte que des résidents disent qu'« ils en ont assez des compagnies d'assurance qui ne retournent pas les appels et ne répondent pas aux courriels, des pressions pour leur faire accepter des règlements désavantageux, des impolitesses et du manque de professionnalisme ».

Les travailleurs, qui font face aux difficultés de leur travail quotidiennement, n'apprécient pas les excuses des assureurs et des représentants du gouvernement, comme ce commentaire d'un représentant de la municipalité qui a déclaré à CBC : « Nous espérons avoir un tas de maisons en construction, mais nous avons eu d'importantes difficultés. » Pourquoi les monopoles pétroliers ont-ils pu surmonter leurs « difficultés » pour relancer la production, mais que quand il s'agit de conditions de vie des travailleurs, tout à coup les excuses remplacent l'action concrète ? Cela prouve encore une fois que l'économie au Canada est au service des intérêts privés étroits des riches dans le monde et des monopoles qu'ils contrôlent et pas au service des droits et du bien-être des travailleurs qui produisent toute la richesse sociale dont dépendent l'économie et la société.



Les travailleurs soulignent que la reconstruction concertée aurait dû commencer immédiatement après le feu à la fin du printemps, pendant l'été et le début automne. Maintenant, avec le brutal hiver du Nord de l'Alberta qui s'installe déjà, de nombreux résidents devront attendre jusqu'au printemps prochain pour reconstruire leurs maisons. La température moyenne en hiver est d'environ -10 ° C dans la journée, elle peut descendre à moins de 40 ° C. De plus, les entreprises de ciment ajoutent une surtaxe de chaleur de 10 % l'hiver, du 1er octobre au 1er avril, pour couler le béton.

« Beaucoup de gens sont mécontents de la façon dont se déroulent les choses. La reconstruction va plus lentement que prévu, je ne suis pas sûr si c'est des questions d'assurance ou de permis ou d'un mélange des deux, a déclaré le capitaine des pompiers Damian Asher au reporter de CBC. Les gens qui louent ou vivent avec des amis sont impatients de savoir s'ils seront en mesure de commencer à reconstruire ou pas. »

Monsieur Asher, qui a perdu sa maison alors qu'il combattait le feu de forêt dans une autre partie de la ville, dit que ses propres plans de reconstruction ont été retardés parce qu'il attendait un permis de démolition, bien qu'il ait déjà dépensé 12 000 \$ pour d'autres permis. Le fait qu'on oblige les résidents qui ont tant perdu dans l'incendie à payer plusieurs permis de reconstruction et d'autres frais avant que les travaux puissent commencer a indigné beaucoup de travailleurs qui étaient revenus. Ils ont commencé une page Facebook pour aider les autres évacués et faire pression sur les fonctionnaires. Ils ont dénoncé le fait que les propriétaires de maisons détruites par le feu doivent payer pour des permis de construction tout en se démenant pour trouver de l'argent de leurs épargnes et des assurances. Face à la résistance organisée, le Conseil municipal de la ville a voté en septembre de renoncer aux droits de permis, une petite victoire dans la lutte pour défendre les droits des résidents de cette ville ouvrière en difficulté.



Les travailleurs exigent une vérification des ressources de l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Nécessité de défendre la salubrité des aliments que nous consommons

- Pierre Chénier -

Les inspecteurs des aliments canadiens et leur syndicat, le syndicat de l'Agriculture (partie de l'Alliance de la fonction publique du Canada), exigent une vérification immédiate des ressources de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pour veiller à ce que l'organisme fédéral dispose de ressources suffisantes pour superviser l'industrie et faire respecter les normes de salubrité.

Le gouvernement fédéral est tenu d'effectuer une telle vérification tous les cinq ans comme le veut la *Loi sur la salubrité des aliments au Canada* adoptée en 2012 en réponse à l'écllosion de listériose chez Maple Leaf Foods en 2008, qui a tué 22 personnes. À cette époque, il a été clairement révélé que la catastrophe causée par Maple Leaf Foods a été rendue possible par des coupes majeures au nombre de postes d'inspecteurs des aliments et un changement dans le rôle des inspecteurs d'aliments — au lieu d'effectuer des inspections sur le plancher mêmes des usines ils allaient dorénavant éplucher les rapports des propriétaires d'usines. Le gouvernement fédéral a réduit le nombre d'inspecteurs des aliments et déréglementé l'industrie de la transformation des aliments. La même déréglementation a eu lieu dans l'industrie ferroviaire, avec les conséquences tout aussi tragiques que l'on sait.



Quatre ans après l'adoption de la loi sur la salubrité des aliments, aucune vérification des ressources de l'ACIA a été menée parce que la loi n'est toujours pas pleinement en vigueur. La vérification devrait être faite dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la loi.

Le syndicat de l'Agriculture demande aux Canadiens d'écrire à la ministre de la Santé Jane Philpott, qui est responsable du dossier, pour la convier à agir maintenant pour s'assurer que l'ACIA dispose des ressources humaines et du budget dont elle a besoin avant l'écllosion d'un nouveau foyer de contamination. Le syndicat souligne que cela est d'autant plus urgent que, pour la deuxième fois en une décennie, le gouvernement se penche de nouveau sur le système d'inspection des aliments. Dans un sondage mené plus tôt cette année, seulement 14 % des inspecteurs d'aliments de première ligne interrogés croient que la haute direction peut introduire le nouveau régime sans compromettre la sécurité du public.

Forum ouvrier a récemment parlé avec Bob Kingston, président du syndicat de l'Agriculture. Il a donné quelques exemples des changements qui ont lieu actuellement dans le système d'inspection des aliments.

« Ce processus est en cours de modification. Il n'y aura plus rien en termes de normes que les gens devront suivre pour accomplir des tâches. Ils vont laisser cela [aux entreprises] de le déterminer.

Ils ne vont pas exiger des entreprises qu'elles s'en tiennent à des protocoles spécifiques », a-t-il dit.



« Par exemple, auparavant un inspecteur pouvait avoir un ensemble d'exigences réglementaires qu'une usine devait mettre en pratique. Par exemple, pour se débarrasser de la bactérie *E. coli* dans la viande à hamburger, vous deviez avoir une étiquette qui disait que la viande doit être cuite à une certaine température. Si vous prépariez un produit qui est appelé 'prêt à manger', il est censé avoir des additifs qui tuent toutes les bactéries et le maintiennent la salubrité pendant qu'il se trouve sur l'étagère d'un magasin. L'ancienne législation disait que pour accomplir cela vous deviez faire x, y et z. Ils ont peur de

dire aux gens quoi faire alors ils leur disent tout simplement de s'assurer de la salubrité des aliments, sans rien préciser », a-t-il ajouté.

Bob Kingston a également déclaré que le système d'inspection des aliments se dirige vers ce qu'on appelle « la consolidation de l'inspection des aliments ». La loi a dans les faits consolidé de nombreuses pièces législatives régissant les différents types d'aliments, de poisson, de viande ou de produits transformés en conserves sous une législation unique relative à l'inspection des aliments.

Il poursuit : « Ils croient qu'ils peuvent fusionner tous les rôles, de sorte qu'un inspecteur doit examiner cinq produits différents, qu'il soit formé ou non. Si vous aviez tous les inspecteurs expérimentés, des inspecteurs qui s'y connaissent dans des produits particuliers, qui faisaient l'inspection, les gens n'auraient pas à se préoccuper de tant de choses. L'inspecteur saurait ce qui est nécessaire. Mais dans le cadre du nouveau système que les gestionnaires de l'ACIA ont à l'esprit, vous allez avoir quelqu'un qui a un diplôme en foresterie qui examine des poissons, ou quelqu'un qui a un diplôme en sciences qui examine du maïs en conserve. C'est fou et tout cela se passe dans le contexte d'une pénurie d'inspecteurs. »

Le syndicat de l'Agriculture dit que l'ACIA est en train de réviser ses systèmes d'inspection pour faire face à la pénurie d'inspecteurs. Voilà pourquoi il demande une vérification immédiate pour faire la lumière sur les véritables ressources et budgets plutôt que de voir les nouvelles réformes mises en oeuvre sans un examen public.

Sur son site Internet, le syndicat explique l'urgence de la situation : « Cela ressemble à du déjà vu. L'ACIA a fait quelque chose de semblable juste avant l'écllosion de listériose chez Maple Leaf Food qui a tué 22 personnes. L'enquête sur la tragédie a conclu que trop peu d'inspecteurs étaient à l'endroit avant l'écllosion et qu'un nouveau système avait été mis en place juste avant l'écllosion sans une évaluation détaillée des ressources disponibles. »



« Ils ont donc fait un changement à partir d'une pratique d'inspection directe à un processus de vérification. Ils ne savaient pas ce que cela signifierait et ce que cela signifiait était que tout le monde était forcément assis dans les bureaux à éplucher des documents au lieu d'être sur le

plancher de l'usine. Donc, toute cette histoire à propos des machines de coupe de viande souillées qui re-contaminaient les produits finis de boeuf chez Maple Leaf, aucun inspecteur n'a vu cela parce qu'ils étaient trop occupés à éplucher de la paperasse dans les bureaux. Tout ce qui est arrivé sur le plancher de l'usine n'a même pas été signalé à l'ACIA. Les inspecteurs doivent être sur le plancher de l'usine. L'idée de faire la vérification est une bonne chose car c'est bon d'évaluer le processus de temps en temps, mais ce n'est pas de l'inspection réglementaire. C'est comme faire un examen annuel. Cela n'est pas de l'inspection directe. Cela n'a pas de sens de croire qu'ils peuvent remplacer les inspections par des vérifications en bureau », a dit Bob Kingston à *Forum ouvrier* .

« Ils ont besoin de décrire ce qu'ils veulent, décrire en détail à quoi le nouveau système pourrait ressembler, et alors nous pourrions évaluer s'il y a suffisamment de ressources pour le faire ou non. »

(Photos: FO, mangersandanger.ca)



Enseignants, étudiants, parents et alliés continuent de se battre pour leurs écoles

Le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique congédie la Commission scolaire de Vancouver

- Anne Jamieson -



Rassemblement en appui aux commissaires congédiés le 20 octobre 2016

Le 17 octobre, le ministre de l'Éducation Mike Bernier a annoncé que tous les membres de la Commission scolaire de Vancouver étaient congédiés et seront remplacés par un administrateur nommé par lui. Le renvoi s'est fait quelques heures avant la réunion budgétaire de la commission qui devait avoir lieu ce soir-là. « C'est très bouleversant que la province choisisse de congédier nos commissaires élus démocratiquement », a dit un parent, qui a ajouté : « Ils étaient les seuls représentants à qui nous



pouvions exprimer nos préoccupations et maintenant nous ne savons plus à qui nous adresser. Il y a beaucoup d'incertitude. »

La raison donnée pour le congédiement ? Les commissaires n'ont pas « équilibré le budget avant la date butoir ».

La « Loi sur l'équilibre budgétaire »

La « Loi sur l'équilibre budgétaire » des commissions scolaires a été adoptée par le gouvernement libéral précédent, celui de Gordon Campbell, gouvernement dans lequel la première ministre actuelle, Christy Clark, était ministre de l'Éducation. Ce gouvernement avait aussi interdit par la loi aux enseignants de faire la grève et annulé des clauses de leurs conventions collectives portant sur le nombre d'élèves par classe, une mesure que deux paliers de tribunaux, dont la Cour suprême de la Colombie-Britannique, ont jugé illégale. Le gouvernement libéral, maintenant dirigé par Christy Clark, a néanmoins utilisé des fonds publics pour faire appel des deux jugements et continue de faire des compressions dans l'éducation publique tout en augmentant le financement des écoles privées. Les commissions scolaires de la province font des pieds et des mains depuis 15 ans pour équilibrer leurs budgets, avec des abolitions de postes d'enseignant, de bibliothécaires, d'administrateurs et de personne de soutien, et en coupant dans les services d'autobus.

Quand les institutions d'enseignement deviennent des endroits toxiques



Tout comme les conditions de travail dans les hôpitaux de la province qui subissent les coups de la « restructuration », les conditions des employés des écoles publiques sont devenues toxiques sous cette pression. Plusieurs administrateurs ont dû prendre des congés de maladie à cause du stress. On ne connaît pas encore le nombre de journées de congé de maladie prises par les autres employés des commissions scolaires.

Le 18 juin, aux prises avec les contraintes de la loi sur l'équilibre budgétaire, la Commission scolaire de Vancouver a annoncé que plusieurs écoles seraient fermées durant la prochaine année scolaire. La raison donnée est que les écoles ont besoin d'importantes rénovations et que le gouvernement provincial accepte de payer seulement pour les écoles dont les inscriptions sont à 95 % de leur capacité. D'abord il y avait une liste de 21 fermetures possibles mais le nombre finalement été réduits à 12, et dans la plupart des cas les écoles qui seront fermées se trouvent dans le secteur appauvri de l'est de la ville. Pendant qu'on jouait ainsi à la chaise musicale, les enseignants, parents et étudiants des districts concernés étaient laissés à leurs inquiétudes.

Plutôt que de rivaliser les uns avec les autres, ils ont décidé d'unir leurs forces pour résister.

La campagne « Sauvons nos écoles »

En juin, des centaines de parents, enseignants et étudiants ont monté une campagne pour résister à l'offensive antisociale du gouvernement provincial. « Il ne devrait y avoir aucune école sur cette liste, a dit un intervenant autochtone lors d'un rassemblement à l'école secondaire Britannia. Cela fait partie de l'offensive néolibérale contre nous tous. » Un grand nombre de signatures ont été recueillies sur des pétitions, des centaines pancartes sont apparues sur les parterres et il y a eu de grands rassemblements aux écoles secondaires Gladstone et Britannia. La commission scolaire a retiré l'école Britannia de sa liste d'écoles pouvant être fermées après le rassemblement. Puis le 3

octobre, la campagne a obtenu un moratoire sur toutes les fermetures d'école. La réaction des libéraux ne s'est pas fait attendre : ils ont congédié tous les commissaires. Les activistes de la campagne Sauvons nos écoles étaient outrés. Le lendemain ils ont livré des pétitions portant 18 000 signatures au bureau de la ministre de l'Éducation.

Que dire d'un gouvernement qui s'en prend à ses écoles et ses commissions scolaires ?

L'éducation des enfants et de la jeunesse est une fonction essentielle de toute société. L'accès à une éducation de qualité est un prérequis pour pouvoir participer à la société. C'est aussi un droit. Le gouvernement qui ne reconnaît pas le besoin de combler les besoins d'éducation des membres du corps politique ne peut être considéré comme représentant les membres de cette société.



Il est en effet inadmissible qu'au lieu de soutenir la commission scolaire et de s'enquérir des besoins financiers pour offrir une éducation de qualité pour tous, le gouvernement libéral décide de congédier les commissaires, et ce après avoir affamé le système d'éducation pendant des années. C'est comme une bête détraquée qui attaque ses petits. La politique du gouvernement libéral en matière d'éducation est une attaque contre le droit à des investissements stables dans les programmes sociaux mais aussi contre le droit d'un élu de ne pas être sommairement congédié par un palier supérieur de gouvernement. La campagne Sauvons nos écoles montre qu'il est nécessaire de s'opposer activement aux activités destructrices des gouvernements néolibéraux au pouvoir. Elle montre aussi que le renouveau démocratique est à l'ordre du jour.



Déroulement de banderoles en solidarité avec les commissaires de Vancouver à Victoria, le 20 octobre 2016

(Sources : Vancouver Sun, Metro, 24 Hours, Georgia Straight. Photos : P. Shaker, C. Tudela)



NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca